

**REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES**

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR : 2021/491/3.5

Objet : Arrêté temporaire relatif à l'occupation du domaine public communal aux fins d'activité professionnelle régulière.

Le Maire de la ville d'Aigues-Mortes,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, L 2212-1 et suivants ;

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code de commerce

VU la délibération n° 91.12.2011 fixant les conditions générales et particulières d'occupation du domaine public et particulièrement le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal,

VU l'arrêté n°2018-137 du 27 mars 2018 valant règlement d'occupation du domaine public de la Commune d'Aigues-Mortes aux fins d'activité professionnelle régulière,

VU la décision n° DEC/2021/N°62/7.1 du 15 avril 2017 portant tarification de l'occupation du domaine public pour la période 2021-2022,

VU la demande en date du 31 août 2021 par laquelle **M. François HAMEL**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'exploiter son commerce,

ARRETE :

Article 1 : La SAS « PACO », immatriculée : 792 610 537 au R.C.S de Nîmes, dont le gérant est **M. François HAMEL**, est autorisée à occuper au **12 rue Marceau**, correspondant à la zone blanche (reste de la ville) une superficie de **30 M²** à 41 euros le m², au droit de son commerce « **LA TABLE DE PACO** », plus **1M²** à **41 le m²** à l'angle de la rue Marceau et de la rue Théaulon correspondant à la zone blanche (reste de la ville), plus **1 M²** à **64 euros le m²** à l'angle de la rue Théaulon et de la rue Emile Jamais correspondant à la zone violette (autres commerces) selon les modalités définies dans la délibération et l'arrêté municipal susmentionnés. Pour cette occupation, une redevance de **1335 euros** correspondant **au tarif à l'année** est due selon les modalités susvisées.

Article 2 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable jusqu'au 31 mars 2022. Elle est personnelle, incessible.

Article 3 : Le non-paiement de la redevance fixée à l'article 1 peut entraîner le retrait de l'autorisation selon les modalités définies dans la délibération et l'arrêté municipal susmentionnés.

Article 4 : La présente autorisation ne s'applique pas pour les manifestations exceptionnelles. Une demande spécifique est à adresser à la Mairie quinze jours au moins avant la manifestation. Elle fera l'objet d'une autorisation sous forme d'arrêté.

Article 5 : Le permissionnaire veillera à respecter scrupuleusement le règlement et à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 6 : Le permissionnaire devra laisser un passage d'un mètre vingt minimum devant permettre la circulation des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres sur le domaine public réservé à ces fins.

Article 7 : La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire des conditions précitées, des dispositions législatives et réglementaires susvisées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article 8 : MM.- le directeur général des services communaux, le Chef de Poste de la Police Municipale, et tous les agents habilités à constater les infractions relatives au règlement d'occupation du domaine public, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aigues-Mortes, le 1^{er} septembre 2021

**Le Maire,
Pierre Maumejean**

Pour le Maire par Délégation
Le Directeur Général des Services,
Christophe BARONI



Ampliation adressée au :
- Comptable de la collectivité.

LA TABLE DE PACO
12 Rue Marceau
30220 AIGUES-MORTES
04 66 53 69 11
SIRET : 792 610 537 00013

Le Maire,
- certifie sous sa responsabilité le caractère
exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet
d'un recours pour excès de pouvoir devant le
Tribunal Administratif dans un délai de deux mois
à compter de la présente notification.

Notifié le : 16/09/21